

Passer du discours aux actes

Les déclarations du candidat Sarkozy ne correspondent pas vraiment à la politique familiale menée depuis cinq ans, estime l'économiste Jacques Bichot.

Jacques Bichot, professeur émérite des universités, et vice-président de l'Association des économistes catholiques, publie *Les Enjeux 2012 de A à Z* (L'Harmattan).



Que vous inspirent les discours de Nicolas Sarkozy sur la famille ?

On ne peut qu'être d'accord avec son discours : la famille est en effet, par excellence, le lieu où l'on transmet les valeurs. Mais quant à être en accord avec la politique de la majorité... Le gouvernement a gelé les prestations familiales, ou plus précisément le mécanisme d'indexation de ces prestations. Les allocations familiales, la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), l'allocation de rentrée scolaire (ARS), pour ne parler que d'elles, ne suivent plus le coût de la vie.

Le problème, c'est qu'il manque, dans la majorité actuelle, une réflexion d'ensemble sur une réforme d'envergure qu'il conviendrait de faire. Le projet de TVA sociale ⁽¹⁾ de Nicolas Sarkozy, s'il était adopté, aboutirait à une baisse des cotisations familiales, mais aussi à une plus forte taxation des produits à la consommation. C'est le résultat d'un lobbying efficace du patronat français.

Qu'est-ce qui est en cause ? La compétitivité des entreprises, qu'il s'agit de favoriser en allégeant le coût des salaires pour les entreprises. Il y a deux manières de procéder : celle des Allemands qui, après négociation avec les représentants des travailleurs, ont décidé de modérer leurs salaires ; et celle des entreprises françaises, qui préfèrent jouer sur les charges patronales : elles ont obtenu que l'État impose des sacrifices aux familles, plutôt que de

négoier une modération salariale...

Je crois qu'au plus haut niveau de l'État, on a entériné la philosophie selon laquelle les « charges » sociales sont un coût pour la collectivité, qui vient alourdir le coût du travail.

En réalité, c'est un mécanisme qui relève de l'assurance. Les traiter comme un poids, comme une charge improductive, est faux sur le plan économique, faux sur le plan philosophique. C'est un investissement plus qu'une charge.

Quel est l'impact de l'état de la famille sur la santé de l'économie ?

Il est très important, et l'on n'en tient pas assez compte. On peut prendre un exemple très simple : celui des cours, à l'école, qui durent cinquante-cinq minutes. Bien souvent, le temps effectif de travail n'est que de trente minutes, à cause du

brouhaha qui règne le reste de l'heure. C'est le prix du manque de respect de l'autorité, qui n'est plus qu'imparfaitement transmis par les familles et par l'école. On le voit aussi dans la part de plus en plus importante prise par les mineurs dans les chiffres de la délinquance.

La famille est donc bien le lieu où se transmettent les valeurs. Quand les valeurs ne se transmettent plus, nous en payons le prix. ●

Propos recueillis par

Charles-Henri d'Andigné

(1) La TVA sociale consiste à remplacer des cotisations sociales par de la TVA. Le projet de loi actuellement en discussion prévoit d'augmenter la TVA de 1,6 point (de 19,6 % à 21,2 %) et de déléster les entreprises des cotisations de la branche famille à hauteur de 13,2 milliards d'euros.

Le manuel anticrise

2012 : année cruciale pour la France. La crise que nous traversons est grave. Le chef de l'État a-t-il pris la mesure de la situation ? Pas vraiment, répond Jacques Bichot, et il n'est pas seul dans ce cas.

Comment expliquer cette situation étrange, alors que Nicolas Sarkozy avait fait campagne sur la « rupture » et qu'il est « animé d'une telle énergie, d'une telle soif d'action » ?

C'est que, explique l'économiste dans un essai aussi roboratif qu'éclairant, il est comme la plupart des chefs d'État occidentaux : il ne dispose pas réellement d'une vision d'ensemble qui permettrait de saisir les problèmes globalement. « Un problème, une solution », telle est la devise des princes qui nous gouvernent.

Pragmatisme ? Non, saucissonnage.

« Cette façon de penser et d'agir n'est pas efficace dans un monde où l'interdépendance est omniprésente », regrette Jacques Bichot.

C'est dire l'intérêt de son dernier livre, en forme d'abécédaire. De A comme absentéisme à Z comme zone euro, en passant par famille, printemps arabe ou syndicat, il aborde les sujets les plus brûlants, les passant au crible d'un raisonnement économique rigoureux et les replaçant dans la perspective judéo-chrétienne. Clair, pédagogique, ce livre pourra servir de vade-mecum aux électeurs voulant exercer leur devoir de citoyen en toute connaissance de cause. Et il n'est pas interdit aux candidats de le lire... C.-H. A.